

Politique. Anniversaire de la victoire du « Non » au goût amer pour Jean-Luc Mélenchon.

« Le vote des Français n'a pas été respecté »

Un an, jour pour jour, après le référendum sur le projet de constitution européenne, l'anniversaire de la victoire du « Non » qu'il a défendu aux côtés de José Bové ou Jean-Claude Gayssot notamment, aura, pour Jean-Luc Mélenchon, le goût amer de la trahison. Dans un entretien à « la Dépêche du Midi », le sénateur socialiste de l'Essonne qui sera à Rodez le jeudi 8 juin (voir ci-contre) dit « [sa] colère et [son] inquiétude alors qu'à l'insu des Français et contre leur volonté, le processus de ratification se poursuit »...

Un an s'est écoulé depuis la victoire du « Non ». De quels effets a été suivi le vote des Français ?

Les dirigeants politiques agissent comme s'ils n'avaient pas entendu le message qui leur a été adressé. A ce jour, Jacques Chirac n'a toujours pas retiré la signature de la France du projet de Traité constitutionnel, suite pourtant logique du vote populaire du 29 mai 2005 qui aurait eu pour conséquence de stopper le processus de ratification.

La social-démocratie française et européenne a adopté la même posture. Majoritaire dans la moitié des états de l'Union, elle fait la sourde oreille au « non » hexagonal quand le bon sens politique lui commande d'élaborer un nouveau modèle européen en rupture avec le projet ultralibéral que le peuple français a rejeté.

En dépit de sa victoire sur le « Oui », le « Non » peine à vivre, politiquement et médiatique-

A Rodez le 8 juin

Invité par l'association aveyronnaise PRS (Pour la République Sociale), Jean-Luc Mélenchon, ancien ministre, sénateur PS de l'Essonne, sera à Rodez le jeudi 8 juin à la salle des fêtes de Rodez. Au programme: 19 heures, banquet Républicain (paella), 20 h 30 meeting public « La droite doit partir! La gauche doit s'unir! Pour en finir avec la destruction libérale de la France, Pour sa refondation républicaine ».

Soirée ouverte à tous. Repas: 10 €. Réservations au 06 15 14 80 33 ou par mail à contact@prs12.com.



ment, depuis un an, comme s'il s'était agi d'un épiphénomène sans lendemain...

Souvenez-vous de la campagne qui a précédé le référendum. La quasi-totalité des grands partis et des éditorialistes s'était prononcée pour le « oui ». Or le « Non » l'a emporté. Depuis, en représailles, les espaces d'expression nous ont été confisqués. C'est dangereux de nier ainsi le vote populaire qui s'exprimerait de la même façon si l'on revotait aujourd'hui. Cette attitude aggrave la crise politique du pays et confirme l'hypothèse selon laquelle la masse et les élites politiques et médiatiques ne vivent pas dans le même monde.

Diriez-vous qu'à l'insu des Français et contre leur volonté, la construction constitutionnelle européenne se poursuit sur son modèle initial ?

Précisément. Les états continuent d'être consultés, malgré les réactions nationalistes que pourrait entraîner cette tentative de passage en force. C'est d'ailleurs un réflexe nationaliste qui, déjà, a inspiré le « Non » Polonais. Tout se déroule comme si ce qui s'est passé n'avait servi à rien.

L'élection présidentielle approche. La question européenne, dont on a vu qu'elle a fait bouger les lignes de clivage classique, agira-t-elle sur le résultat du suffrage ?

Nous baignons actuellement dans une ambiance irréaliste. Les sondages donnent gagnants des gens qui ont été extrêmement hardis pour le « Oui ». Si les Français portent Nicolas Sarkozy ou Ségolène Royal — partisans du « Oui » — au sommet de l'État, je crains que le pays, majoritairement favorable au « Non », sombre rapidement dans une nouvelle crise politique.

Personnellement, soutenez-vous un candidat socialiste à la candidature ?

J'ai logiquement pris position en faveur de Laurent Fabius parce qu'il s'est prononcé pour le « Non ». Maintenant, j'ai conscience de la difficulté à laquelle il est exposé: solliciter l'investiture d'un parti qui s'est rangé ostensiblement dans le camp du « Oui »...

Propos recueillis par Lionel Laparade